



# **FORCE OUVRIERE DORDOGNE**

Monsieur le Président de la République

A l'occasion de votre déplacement dans notre département, l'Union Départementale Force Ouvrière, tient à attirer votre attention sur la situation de l'emploi en Dordogne.

Ce département présenté comme l'un des plus pauvres de France, affiche depuis bien longtemps de mauvais résultats dans le domaine. Selon les statistiques plus de 30000 demandeurs d'emplois (catégories A, B et C) sont inscrits avec une augmentation inquiétante des demandeurs de plus de 50 ans.

Ce n'est pas le récent PSE des Papèteries de Condat qui contribuera à inverser la tendance. On sait aujourd'hui que 23 salariés seront licenciés prochainement. Cela signifie 23 familles directement impactées par la gestion malsaine de cette entreprise par LECTA qui n'a eu de cesse de déshabiller Condat au profit d'autres usines du groupe espagnol.

**Alors à quand une réelle réflexion au niveau européen sur une harmonisation sociale et fiscale des états membres qui empêchera ces groupes de délocaliser une production vers un pays à moindre coût ?**

**Quelle solution pour ces 23 familles dans un bassin d'emploi Terrassonnais sinistré si loin du pôle d'attractivité économique de la capitale Régionale ?**

S'il est un des plus pauvres de France, la spécificité de notre département est d'être à la fois étendu et d'accueillir une forte proportion de personnes âgées (3ème au niveau national). Vous comprendrez dès lors que la RGPP du gouvernement précédent poursuivie sous un autre nom (la MAP) par le votre, frappe plus cruellement ici cette population.

**Il faut sans tarder stopper ce démantèlement organisé de nos services afin que chacun puisse, où qu'il soit sur notre territoire, accéder à un service public de proximité et de qualité.**

Cela nous amène naturellement à l'accès aux soins. Suite aux menaces de fermeture de l'hôpital de Sarlat et après de nombreuses batailles une solution de mutualisation avec le centre hospitalier de Périgueux a été choisie.

**La direction commune ne résoudra pas le problème de la désertification médicale. Qu'est ce qui rendra Sarlat demain plus attractif qu'aujourd'hui pour un médecin ? Il faut arrêter de considérer l'hôpital comme une entreprise et le réhabiliter dans sa mission d'accès aux soins pour tous. Cela passe par la nécessaire abrogation de la loi HPST**

Par ailleurs, notre département accueille de très nombreux établissements pour personnes âgées. Ces EHPAD (publics comme privés) n'ont pas les moyens suffisants pour fonctionner. Nos militants FO dénoncent quotidiennement la déshumanisation de cette gestion comptable de l'accueil de nos aînés (pas assez de personnel, pas assez de moyens, impossibilité de suivre les protocoles...)

**Les personnels de ces établissements sont totalement dévoués à leur métier mais ne peuvent plus faire face et aujourd'hui nos parents, nos grand- parents sont traités de manière indigne souvent à la limite de la maltraitance. Il faut donner les moyens aux EHPAD de fonctionner dignement en réévaluant les indicateurs de dépendance (GIR) pour une prise en compte au réel des soins requis et donc des moyens à y consacrer. Il faut également arrêter le gel des conventions tripartites.**

Les salariés de notre département ont suivi avec intérêt et aussi avec inquiétude les débats de la dernière conférence sociale. Il ne leur a pas échappé que le grand absent parmi les thèmes abordés était celui du pouvoir d'achat. Or, une augmentation du pouvoir d'achat relancerait la consommation soutenant ainsi l'activité et l'emploi.

**Il est impératif d'augmenter le SMIC et de mettre fin au gel des rémunérations des fonctionnaires.**

Lors de cette même conférence, la feuille de route concernant la réforme des retraites semble avoir été écrite voire dictée par les engagements pris dans le cadre européen.

**A l'heure où 1 salarié sur 2 qui fait valoir ses droits à la retraite n'est déjà plus en activité, où l'espérance de vie en bonne santé diminue il est inconcevable qu'on se dirige vers un allongement de la durée de cotisation qui amènerait inévitablement à partir soit plus tard soit avec une pension tronquée. Ce n'est pas la bonne piste. L'Union Départementale Force Ouvrière de la Dordogne appelle d'ores et déjà les salariés du privé comme du public à se mobiliser dès le 10 Septembre pour signifier leur refus de cette injuste réforme.**

Périgueux, le 02 Août 2013

LE SECRETAIRE GENERAL

PIERRE COURREGES-CLERCQ